

COMMUNIQUE DE PRESSE

Bordeaux, le 18 octobre 2023

Les élus de Gironde réunis pour parler violences et menaces faites à leur rencontre

Le Gouvernement accorde une attention toute particulière aux élus afin de les conseiller, les former et les soutenir face aux phénomènes de menaces et de violences dont ils peuvent faire l'objet.

L'association des maires de Gironde, sous la présidence de Bernard LAURET, a accueilli jeudi dernier une réunion coprésidée par Étienne GUYOT, préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense Sud-Ouest, préfet de la Gironde; Frédérique PORTERIE, procureure de la République de Bordeaux et Loïs RASCHEL, procureur de la République de Libourne à destination des parlementaires et des élus locaux girondins.

Le préfet a présenté un état des lieux de la situation en Gironde ainsi qu'une information actualisée sur le dispositif de prévention et de lutte contre les atteintes aux élus avec le Plan national de prévention et de lutte contre les violences aux élus et la création du Centre d'analyse et de lutte aux atteintes aux élus (CALAE). Les procureurs de Bordeaux et de Libourne ont exposé la politique pénale du parquet et fait un rappel d'usage sur les attributions des maires en matière de police judiciaire. Enfin, les forces de sécurité intérieure ont présenté les dispositifs de prévention et d'accompagnement mis en place sur le terrain, notamment les formations au bénéfice des élus sur la gestion des incivilités et à la désescalade de la violence.

Une centaine de maires, d'élus et de parlementaires a assisté à cette réunion et participé aux échanges qui ont permis de mieux identifier les futures pistes d'action locales comme la constitution d'un kit avec des fiches réflexes et les contacts utiles pour les élus, le développement de places de travaux d'intérêt général dans les collectivités et les dispositifs permettant une meilleure mise en relation au niveau des territoires entre les élus et les forces de sécurité.

L'association des maires de Gironde, la préfecture, le parquet et les forces de sécurité intérieure restent pleinement mobilisés pour prévenir et remédier aux situations de violences et de menaces contre les élus en Gironde.